

1 - Objectif

Au sein de l'historiographie urbaine, l'éveil de l'intérêt pour les petites villes n'est plus désormais une nouveauté (Loupès et Poussou ; 1985, Pauly, 1991 ; Clark, 1995). Les problématiques de hiérarchies urbaines et de distribution spatiale des petites villes au sein d'une région sont en voie d'être maîtrisées. La thématique des relations villes-campagne a fait l'objet de nombreux travaux... Demeure posée la question du rapport entre ces petites ou moyennes villes et les organismes urbains de plus grande taille : si les critères d'urbanité des petites villes ont été investigués, selon différentes méthodes (poids démographique, structure topographique, nature et ampleur de l'offre de service envers l'*Umland*, degré de centralité, urbanité des équipements et du bâti), éventuellement combinées, les capacités de relation des petites villes, les formes et degrés de leur implication dans les phénomènes d'interconnexion ont pu être l'objet de notations éparses sans devenir un objet d'étude très répandu : « Du point de vue historiographique (...) on peut dire qu'il manque l'analyse de la relation entre grandes villes d'un côté et moyennes et petites villes de l'autre, thématique qui n'a été étudiée que ponctuellement » (Asenjo González, 2013, évoquant l'historiographie urbaine de la Castille médiévale). Le moderniste Peter Clark, estimant, lui aussi, qu'en regard de la thématique des rapports ville-campagne ou ville-*Umland*, l'étude de celle du rapport petites villes/grandes villes a été peu appuyée, cite néanmoins quelques exemple d'études réalisées : celle du rôle des foires aux bestiaux (provenant notamment du Danemark) de la petite ville flamande de Lier au profit de la métropole anversoise au XVI^e siècle ; de même, en matière d'approvisionnement de « l'insatiable marché de Londres » en blé, le rôle du petit port de Faversham, dans le Kent, aux XVII^e et XVIII^e siècles ; ou encore l'analyse de l'imbrication des petites villes entourant respectivement Cologne ou Leicester dans la production textile, en voie d'industrialisation, de ces deux grandes villes aux mêmes siècles...(Clark, 1995).

Après que l'attention des membres du réseau (*Rede das Pequenas Cidades no Tempo*/ Réseau des Petites Villes dans le temps) se soit portée sur l'épistémologie de la définition de la petite ville (une thématique abondamment discutée et qui demeure ouverte, sans qu'une taxinomie précise et applicable à toutes les nuances régionales et à toutes les époques historiques puisse être dégagée), que les aspects comparatifs aient été développés (soit entre régions différentes, soit entre les différents étages de la taxinomie des villes, souvent au sein d'études de maillages ou de réseaux urbains régionaux, voire « nationaux » : Millán da Costa *et alii*, 2013 et 2017) et que, à l'inverse, des thématiques spécialisées aient été appliquées à la catégorie de la petite ville - ainsi l'environnement (Millán da Costa *et alii*, 2021) ou la santé (actes à paraître en 2022), **le temps est venu de mettre en regard les villes petites et moyennes d'une part, les unités urbaines majeures de l'autre, afin de questionner la nature, les composantes les modalités et l'intensité de leurs rapports de toute nature (rapports politiques, religieux, économiques, sociaux, culturels).**

Le propos n'est pas de dresser un tableau de la hiérarchie urbaine au sein d'un ensemble régional (encore que ce travail préliminaire demeure primordial pour pouvoir qualifier et étalonner les objets urbains observés sur une échelle d'importance relative), à partir d'estimations démographiques ou de comptage des critères de centralité accumulés par les différents centre urbains (ces deux méthodes pouvant être combinées), mais de **s'intéresser aux rapports de toute nature entretenus par ces villes petites et moyennes avec les têtes de classements.**

Ceci suppose d'articuler deux types de raisonnements :

- l'un repose sur la mise en évidence de la hiérarchie de ces villes, par l'étude - au-delà des outils d'estimations démographiques et de surfaces d'habitat aggloméré - du développement inégal de leur pouvoir de commandement, des services rendus par elles à leur « pays d'alentour » (*Umland*) et de leur attractivité (par des études comparatives des degrés et de l'étendue des cercles d'exercice de la centralité : Fray, 2006) ;

- l'autre met en jeu **le repérage des flux (d'hommes, de marchandises, d'argent mais aussi d'idées et d'influences) qui les relient et sont la condition *sine qua non* pour s'autoriser à dessiner, au-delà d'un simple semis de villes, un réseau urbain** (Fray, 2007). La possibilité doit d'ailleurs rester totalement ouverte que les flux constatés ne se plient pas (ou seulement partiellement) au schéma trop simple d'une hiérarchie centrée et rendent ainsi manifeste la possibilité pour des organismes de second rang de nouer des relations directes avec des grandes villes sises hors du réseau régional, bouleversant ainsi l'illusion d'un réseau soigneusement hiérarchisé et d'un modèle captif (Nicolas et Radeff, 2014 ; Radeff, 2013)...

Il s'agit donc ici de combiner méthode de la centralité (estimation et « pesée » des divers équipements ou fonctions qui permettent à un organisme urbain d'exercer une attraction sur son pays d'alentour mais aussi de rendre à ce dernier des « services ») et étude des flux (d'hommes, de marchandises, de capitaux, d'idées) entre organismes urbains de « poids » différenciés.

2 - Orientations

Invitation est faite à :

- Poser à nouveau, au-delà de l'esquisse sommaire qui précède, la question de l'attention portée jusqu'à présent par l'historiographie urbaine des petites villes à la thématique des rapports entre ces dernières et les grandes unités urbaines dans une sorte « d'état de l'art » qui contribuerait à distinguer les différentes évolutions historiographiques propres aux traditions intellectuelles et académiques nationales.

-- Qualifier les types de relations entretenues par les petites villes avec les grandes agglomérations, afin d'en montrer la diversité de nature et la variabilité en intensité, soit d'un « couple » urbain à l'autre (étude comparative), soit dans une perspective diachronique évolutionniste.

- Mettre en lumière le rôle des évolutions ambiantes dans le fonctionnement du rapport petites villes-grandes agglomérations : impact des évolutions économiques, sociales, religieuses, géopolitiques (telles les modifications de frontières)...

- S'interroger sur le rôle des structures englobantes (Église, État) dans les modifications de la hiérarchie des villes et, par voie de conséquence, sur les rapports entre petites villes et grandes agglomérations : en quelle mesure le grand élan de promotion de nouvelles villes épiscopales dans la France du Midi par le pape Jean XXII en 1317 a-t-il modifié les rapports ? (ou pas, ce qui semble être le cas de la région toulousaine). La même question mériterait d'être posée à propos de l'organisation ou réorganisation des structures diocésaines dans la péninsule ibérique lors des différentes étapes de la *Reconquista*, dans les pays du Nord de l'Europe (Scandinavie, Ecosse) au XIIe siècle, ou encore après les bouleversements apportés par la réforme protestante dans le Saint-Empire... On doit penser également aux conséquences du développement de l'État moderne et de sa tendance à organiser hiérarchiquement les territoires de son espace d'action sur le rapport des villes entre elles, de la capitale centrale aux chefs-lieux provinciaux et de ceux-ci aux villes secondaires et aux petites villes (pour la période contemporaine, le phénomène de « métropolisation » devra être pris en compte). Quel fut alors l'impact sur les relations interurbaines de la création, de l'activité, éventuellement de la suppression, dans les petites villes, de tribunaux, d'hôpitaux, de lycées, d'échelons administratifs de représentation locale du pouvoir gouvernemental ? Ainsi, en France, la création des sous-préfectures d'arrondissements en 1800 ; la suppression de 106 d'entre elles, sur 380, en 1926 ; la disparition des conseils d'arrondissements après 1940 ; la promotion des nouvelles préfectures des départements de la « couronne parisienne » par la loi de 1964... mais aussi, plus tard, dans le but de freiner l'exode de la jeunesse vers les métropoles, l'établissement de nouvelles universités dans des villes de taille moyenne (Albi, Boulogne), voire dans une petite ville de montagne (Corte), sans compter la multiplication des « antennes universitaires » ou « campus décentrés » (Pontivy, en Bretagne)...

- Envisager le cas des « petites capitales » ou « villes d'appui » (constituant des pôles administratifs, religieux et de services, plus ou moins autonomes par rapport aux grands organismes urbains régionaux ou nationaux : Bodineau et Lamarre, 2014 ; Vigouroux, 2014) d'une part, et des « villes secondaires » vivant « dans l'ombre » (Sintic, 2011 ; Guittonneau, 2016), « au miroir » (Lavaud, 2014) ou dans « l'orbite » d'une grande ville, cette dernière catégorie tendant à s'accroître en nombre (et en part de populations concernées) à la période contemporaine, rendant ainsi manifeste le phénomène de « métropolisation ». A l'inverse, aux périodes plus anciennes, toutes les petites villes sont-elles insérées dans l'orbite d'une grande ? La question se pose avec acuité dans le cas de la *Kleinstaterei* allemande (Lewerenz, 1976 ; Keller, 2003) ou des petites principautés de l'Italie centro-septentrionale. De quel degré d'autonomie les plus petits organismes urbains peuvent-ils alors jouir ? Jusqu'où s'étend (géographiquement mais surtout fonctionnellement) l'orbite de la grande ville ? Les

types de rapports entre les deux étages urbains relèvent-ils de la subordination, de la rivalité et des tensions (Lavaud, 2014) ou de phénomènes de complémentarité, d'une organisation plutôt marquée par le modèle de la centralité ou par celui de l'autonomie, voire de la décentralité ? Les travaux de l'équipe de Lausanne (Nicolas, Radeff *et alii*) sur le couple conceptuel central/décentral ont attiré l'attention sur les phénomènes de « décentralité » : la capacité de petites villes ou de villes moyennes à échapper à l'influence (la domination ?) d'organismes urbains placés au-dessus d'elles dans la hiérarchie régionales pour nouer directement des relations (commerciales, flux de migration...) avec des cités et régions plus lointaines : il en alla ainsi, aux derniers siècles du Moyen Âge, de l'implication de petites villes du Massif Central français dans des relations commerciales avec les villes de foires de Champagne, avec des villes allemandes, normandes et flamandes et de la participation de certaines d'entre elles à l'approvisionnement alimentaire des cités majeures de la basse vallée du Rhône et de la Provence (Fray, 2014). La multiplication des enquêtes et la synthèse de leurs résultats pourrait permettre une meilleure appréhension de la capacité d'autonomie et d'initiative des petites villes dans l'établissement de relations « dé-centrales » et à longue distance. La dépendance ou les influences exercées sur la petite ville sont-elles univoques (venant d'un seul centre supérieur) ou constate-t-on des influences complexes, voire des rivalités d'influence de la part de plusieurs centres directeurs, ce qui peut ouvrir des marges de choix pour la petite ville : le centre directeur religieux n'est pas forcément identique au centre directeur politique, d'un part, aux chefs de file des circuits économiques ou financier par ailleurs. Ainsi, dans le Sud-ouest de la France d'Ancien Régime, la promotion de la petite ville de Montauban en 1635, puis de la ville moyenne d'Auch en 1716 au rang de chefs-lieux de généralités fait d'elles des centres directeurs administratifs nouveaux, exerçant désormais leur autorité politique sur plusieurs dizaines de petites villes, sans que soit beaucoup remise en cause l'influence économique, sociale, intellectuelle (université) des grands pôles que demeurent Toulouse et Bordeaux.

- Envisager la capacité des petites villes à établir entre elles des relations horizontales : échanges d'informations ; appui politique, voire militaire, ainsi pendant la Guerre de Cent Ans ; appui économique pendant les périodes de disettes ; capacité d'organisation collective propre, par exemple au sein des États généraux ou provinciaux : ainsi, dans le royaume de France, les puissants États provinciaux de Bourgogne, apparus au milieu du XIV^e siècle, accueillent deux, voire trois députés pour chacune des quinze villes dites de la « Grande roue » et un ou deux pour chacune des douze villes dites de la « Petite roue »... Mais la répartition entre les deux catégories ne correspond pas parfaitement à l'image de la hiérarchie urbaine bourguignonne que défend aujourd'hui la recherche historique. Des observations de même type peuvent être faites à propos des États provinciaux de Languedoc comme, dans le Saint-Empire, en ce qui regarde la répartition, la présence et le rôle des différents types de villes au *Reichstag* et aux *Landtage* ; la péninsule ibérique doit pouvoir également fournir, à cet égard, son lot d'observations et de nuances.

- Rappeler qu'à l'inverse des villes référentes des familles de « droits urbains » allemands (Lübeck, Magdebourg, Nuremberg...), les « chefs-de sens » des familles de chartes de franchises des pays de langue française sont le plus souvent de très petites villes, voire des bourgs ruraux (Beaumont-en-Argonne, Lorris-en-Gâtinais, Prisches en Hainaut...), ce qui ne les empêche pas de jouer leur rôle en recevant des consultations juridiques au profit de localités - y compris des villes petites et moyennes - éloignées parfois de plus d'une centaine de kilomètres (Saint-Nicolas-de-Port et Pont-à-Mousson en Lorraine pour la « loi de Beaumont » ; Sancoins, en Berry, ou Nonette, en Auvergne, pour la coutume de Lorris).

- Poser la question du « regard » porté sur les petites villes *versus* les agglomérations plus importantes et sur l'évolution dans le temps du discours et des attitudes : au-delà du schéma ancien (mais toujours présent) de l'ascension sociale de la petite ville à la métropole (le rêve de « monter à Paris »), il faut penser au phénomène - devenu de nos jours ambigu - de l'attraction universitaire ou encore, pour la période la plus contemporaine, aux retombées du télétravail, à la fuite en retour vers les villes moyennes : dans le contexte démographique très déprimé de l'Europe centrale contemporaine, les petites villes moraves de moins de 15.000 habitants ont été les seules à avoir enregistré un accroissement de la population durant les dix dernières années du XXe siècle (Vaishar *et alii*, 2002). Le site de l'Association des petites villes de France proclame : « Entre monde rural et grandes agglomérations, elles [les petites villes] constituent aujourd'hui un **pivot fondamental**, véritable facteur d'équilibre contre **les excès de la métropolisation** » (APVF, 2022).

Les communications pourront prendre la forme d'études épistémologiques, méthodologiques ou historiographiques, d'études relationnelles en « couple de ville » ou en réseau ou encore d'études thématiques mettant en avant un des aspects de la relation, dans un cadre temporel précis ou sur la longue durée.

NB. - Demeure la délicate question de la délimitation de la strate des « petites villes ». Pour la période la plus contemporaine, on pourrait exclure *a priori* les villes de plus de 100.000 habitants (la limite de définition de la *Grossstadt* dans la législation allemande : Milbert et Poesche, 2021) et distinguer entre « villes moyennes » et « petites villes », autour du seuil de 20.000 habitants. Ces seuils doivent, bien entendu, être abaissés pour la période moderne (XVIe-XVIIIe siècles) et, plus encore, pour la période médiévale.

3 - Références bibliographiques

APVF, 2022 : Site de l'Association des Petites Villes de France [en ligne : <https://www.apvf.asso.fr>] (consulté le 14/06/22)

Asenjo González, 2013 : Maria Asenjo Gonzáles, « Grandes, moyennes et petites villes du royaume de Castille à la fin du Moyen Âge. Intégration ou concurrence ? », in : Millán da Costa, 2013, p. 9-39 ici p. 11.

Bodineau et Lamarre, 2014 : Pierre Bodineau et Christine Lamarre (dir.), *Capitales ou villes d'appui ? Les petites villes et leurs campagnes du Moyen-Âge au XXI^e siècle*. Actes du colloque de Tournus (2008), Dijon : Editions Universitaires de Dijon, 2014.

Clark, 1995 : Peter Clark (éd.), *Small Towns in Early Modern Europe*, Cambridge (UK) : Cambridge University Press, 1995.

Costa, 2013 : Adelaide Millán da Costa (éd.), *Petites villes européennes au bas Moyen Âge : perspectives de recherches*, Lisbonne : Instituto de Estudios Medievais, 2013 ; e-book.

Costa, 2017 : Adelaide Millán da Costa et aliae (éds.), *O papel das pequenas cidades na construção da Europa medieval*, Lisbonne : Instituto de Estudios Medievais, 2017.

Costa, 2021 : Adelaide Millán da Costa et aliae (éds.), *O Pequenas cidades no tempo. O Ambiente e outros temas*, Lisbonne : Instituto de Estudios Medievais, 2021.

Dyer, 2002 : Christopher Dyer, « Small places with large consequences : the importance of small towns in England, 1000-1540 », *Historical Research*, n° 187 (2002), p. 1-24.

Fray, 2006 : Jean -Luc Fray, *Villes et bourgs de Lorraine. Réseaux urbains et centralité au Moyen Âge*, Clermont-Ferrand : Presses Universitaires Blaise Pascal, 2006.

Fray, 2007 : Jean-Luc Fray, « Routes, flux et lieux centraux au Moyen Âge. Quelques réflexions », *Siècles*, n° 25 (2007), p. 83-92 [accessible en ligne : <https://doi.org/10.4000/siecles.1445>]

Fray, 2014 : Jean-Luc Fray, « Le bourg, la montagne et le vaste monde » : le cas de Sainte-Urcize (Aubrac cantalien). Pour une réévaluation des échelles spatiales », in : Bodineau et Delamarre, 2014, p. 67-79.

Guittonneau, 2016 : Pierre-Henri Guittonneau, *Dans l'ombre de la capitale. Les petites villes sur l'eau et Paris au XV^e siècle*, Paris : Garnier, 2016.

Keller, 2003 : Katrin KELLER, « Kleinstädte im 18. Jahrhundert zwischen Stagnation und Dynamik: Plädoyer für die Revision eines historiographischen Topos », *Geschichte und Gesellschaft*, 29^e année, Cahier n° 3 (Juil.-Sept. 2003), p. 353-392.

Lavaud, 2014 : Sandrine Lavaud, « Au miroir de Bordeaux ? Le protectionnisme viticole des petites villes de l'Aquitaine médiévale », in : Bodineau et Lamarre, 2014, p. 93-121.

Lewerenz, 1976 : Thomas Lewerenz, *Die Grössenentwicklung der Kleinstädte in Ost- und Westpreussen bis zum Ende des 18. Jahrhunderts*, Marburg : J. G. Herder-Institut, 1976.

Loupès et Poussou, 1987 : Philippe Loupès et Jean-Pierre Poussou (éds.), *Les petites villes du Moyen-Âge à nos jours. Actes du colloque international de Bordeaux (25-26 octobre 1985) en hommage à Georges Dupeux*, Paris-Bordeaux : CNRS, 1987.

Milbert et Poesche, 2021 : Antonia Milbert et Lars Porsche, *Bericht « Kleinstädte in Deutschland »*, Bonn : Bundesinstitut für Bau-, Stadt- und Raumforschung, octobre 2021 [en ligne : [PowerPoint-Präsentation \(bund.de\)](#) (consulté le 08/06/22)]

Nicolas et Radeff, 2014 : Georges Nicolas et Anne Radeff, « Lieux centraux - décentralisés. Théories de la centralité et réalité des petites villes », in : Bodineau et Lamarre, 2014, p. 21-42.

Pauly, 1992 : [Michel Pauly (coord.)], *Les Petites villes en Lotharingie/ Die kleinen Städte in Lotharingien. Actes des 6^e Journées lotharingiennes (Luxembourg, 25-7 octobre 1990)*, Luxembourg : Centre Luxembourgeois Universitaire de Documentation et d'Études Médiévales, 1992.

Radeff, 2013 : Anne Radeff, « Réfutation du système des lieux centraux dans le pays de Vaud (Suisse) au Moyen Âge : montagne (Jura, Alpes) et Plateau », in : Jean-Luc Fray, Pierre Cornu, et Patrick Fournier (éds.), *Petites villes de montagne de l'Antiquité au XXe siècle. Europe occidentale et centrale*, Clermont-Ferrand : Presses universitaires Blaise Pascal, 2013, p. 39-53.

Sintic, 2011 : Bruno Sintic, *Petites villes de Normandie. Pont-Audemer, Harfleur, Louviers, Neufchâtel, villes secondaires de la région de Rouen (1440-1550)*, Caen : Presses Universitaires de Caen, 2011.

Vaishar *et alii*, 2002 : A Vaishar, E. Kallabová et B. Trávníček, « Der Strukturwandel der Kleinstädte in Mähren [fin du XXe s.] », *Europa Regional*, n° 10, 2002(4), p. 166-176. [en ligne : <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-48176-2> (consulté le 08/06/22)]

Vigouroux, 2014 : Bernard Vigouroux, « Chinon au XVIIIe siècle, une ville d'appui ? », in : Bodineau et Lamarre, 2014, p. 213-233.